

## **Ce que le mouvement des Gilets jaunes nous dit de notre époque**

---

Intervention, mardi 5 février 2019

Nous sommes en mars 1968 et l'une des plumes du journal *Le Monde*, Pierre Viansson-Ponté, délivre un article qui passera bien malgré lui à la postérité : « Quand la France s'ennuie... » : « Seuls quelques centaines de milliers de Français ne s'ennuient pas : chômeurs, jeunes sans emploi, petits paysans écrasés par le progrès, victimes de la nécessaire concentration et de la concurrence de plus en plus rude, vieillards plus ou moins abandonnés de tous. Ceux-là sont si absorbés par leurs soucis qu'ils n'ont pas le temps de s'ennuyer, ni d'ailleurs le cœur à manifester et à s'agiter ». Le peuple français de ce printemps serait ainsi un peuple apathique, routinier, indifférent aux tumultes du monde, happé par la vie quotidienne et son train-train. Quelques semaines passent et, patatra, l'hexagone s'embrase ! Au charivari étudiant que les classes populaires suivent de fort loin puisque rares sont ses rejetons à fréquenter l'université, s'ajoutent la colère ouvrière, celle plus largement des salariés, ou encore des paysans. La France va vivre un mois de Mai de grèves, d'occupations, de manifs, d'affrontements et de profondes remises en question du monde tel qu'il est. Personne n'avait vu venir un aussi tumultueux mois de Mai. Et qu'importe si le Parti de l'ordre a remporté les élections de juin 1968, la décennie suivante a profondément chamboulé la société française.

Personne n'avait vu venir Mai 68, comme personne ne pensait en 1936 que l'agitation sociale gagnerait le pays tout entier, y compris les secteurs les moins coutumiers de l'action syndicale.

Pour certains, les mouvements spontanés n'existent pas car il y a toujours eu des luttes, des soubresauts, des signes précurseurs... Evidemment ! Mais on a beau préparer soigneusement les masses à un mouvement d'ampleur, ce sont elles qui décident à un moment donné de se mettre en action.

Il en est de même avec l'actuel mouvement des gilets jaunes. Personne ne pouvait penser qu'un appel à agir lancé sur les réseaux sociaux parviendrait à mettre dans la rue et durant des mois des dizaines de milliers de personnes. Personne ne pouvait imaginer que les revendications initiales (sur les 80 km/h et les taxes sur les carburants) seraient noyées aussi rapidement dans un flot de revendications centrées sur la justice fiscale, la justice sociale et la réforme de la démocratie représentative.

### 1. Comment caractériser le mouvement des Gilets jaunes

Caractériser le mouvement des Gilets jaunes est une tâche délicate. Tout d'abord parce que le mouvement a beaucoup évolué dans sa composition sociale depuis son émergence automnale. Ensuite parce que chaque rond-point, d'une certaine façon, a une identité particulière.

Mais voilà, nous sommes dans un monde où l'information est une marchandise comme une autre, une marchandise que l'on doit produire de façon continue pour abreuver notamment les chaînes d'information en continu et permettre aux experts d'expertiser doctement ; nous vivons dans un monde où l'immédiateté est valorisée, où l'on se doit de tweeter, de liker de façon constante pour bien prouver que nous sommes dans l'Histoire.

Au début, le discours anti-taxes et anti-impôts portés par les Gilets jaunes a fait que le mouvement a été classé à droite, voire à l'extrême-droite. Certains y ont vu là la renaissance d'une forme classique de poujadisme, soulignant la présence importante de certaines catégories socio-professionnelles comme les artisans et petits commerçants, très présents dans les mobilisations, soulignant que la mobilisation était forte dans les zones rurales et les petites villes, et que le discours était binaire et simpliste : il y avait les petits d'un côté, accablés d'impôts, et les gros et les profiteurs de l'autre.

Quand les premières manifestations dégénérent, certains virent dans les Gilets jaunes une version moderne des fameuses ligues réactionnaires qui, le 6 février 1934, avaient provoqué des émeutes à Paris. Mais l'anti-parlementarisme supposé des Gilets jaunes n'est pas un anti-

républicanisme : les ligues voulaient détruire la Gueuse, les Gilets jaunes veulent la réformer pour qu'elle soit l'affaire de tous mais non celle d'une caste. D'où leur appétence pour le Referendum d'initiative citoyenne.

Ensuite, on a parlé d'un nouveau Mai 68. Mais en mai 1968, pour les travailleurs, l'enjeu était de poser la question sociale dans l'entreprise et d'affronter les exploités dans leur propriété même. Aujourd'hui, les Gilets jaunes n'appellent pas, ou fort peu, au déclenchement d'une grève générale, de la même façon qu'ils ne s'en prennent pas au patronat en général, mais seulement aux multinationales, à ces Empires colossaux, plus puissants que les Etats. Les Gilets jaunes sont en fait les produits d'une époque qui leur serine depuis des décennies que le coût du travail est la source de tous ses ennuis, et que les cotisations sociales sont en fait des charges. Ils savent que bien rares sont les luttes sur les lieux de travail qui se traduisent par des victoires significatives en terme d'augmentation de salaire, y compris dans la fonction publique, là où les syndicats sont encore fortement présents et peuvent en conséquence peser sur les événements.

On a également fait référence aux sans culottes, incarnation du Peuple révolté dans toute son hétérogénéité sociale (salariés, artisans, petits patrons) se levant contre les castes (noblesse et clergé jadis ; caste politique et membres du big business aujourd'hui).

Mais pour caractériser un mouvement tel que celui des Gilets jaunes, il faut parvenir à le connaître, savoir qui le compose ; on ne peut se focaliser sur l'image partielle et partielle qu'en renvoient les grands médias.

## 2. La sociologie des Gilets jaunes

Qui sont donc les Gilets jaunes ? C'est une question difficile tant le mouvement a évolué depuis l'automne. Cependant des chercheurs en sciences politiques de Grenoble se sont attelés à la tâche en dépouillant, analysant tout ce qu'avaient produit les 300 groupes Facebook depuis leur création. Voici ce qu'il faut retenir synthétiquement de leur travail.

Socialement, les trois quarts des Gilets jaunes sont des travailleurs en activité. Si on trouve un nombre non négligeable d'artisans, commerçants et autres auto-entrepreneurs, les Gilets jaunes sont dans leur grande majorité des petits employés et des professions intermédiaires, mais aussi des ouvriers. Cette composition sociale explique sans doute le fait que les Gilets jaunes parlent assez peu du chômage et des chômeurs, et quand ils évoquent une autre précarité que la leur, c'est celle des SDF, autrement des plus exclus des exclus.

Financièrement, les trois quarts des Gilets jaunes ont un revenu inférieur au revenu médian (soit 2500 € pour un couple). Ils font donc partie de la fraction inférieure des classes moyennes, ce que certains sociologues appellent les « petits moyens ».

Politiquement, 60% d'entre eux refusent de se positionner selon l'axe classique gauche/droite. Un axe d'analyse qui a perdu beaucoup de sa pertinence puisque la plupart des gens considèrent que les politiques menées par la droite ou la gauche de gouvernement ne divergent qu'à la marge, tant elles s'accrochent à la doxa néolibérale en vogue depuis plusieurs décennies. On pourrait trouver ce pourcentage élevé mais rappelons-nous que, si l'on en croit les sondages, la moitié des citoyens français s'intéresse peu, assez peu ou pas du tout à la politique : les Gilets jaunes ne se distinguent pas de la société française de ce point de vue-là.

Permettez-moi de vous imposer une digression à mon sens fort instructive. Alastair Campbell était le conseiller de Tony Blair lors de la campagne électorale de 1997 qui a conduit ce dernier au pouvoir, et il a expliqué sa stratégie de conquête du pouvoir. Pour gagner les élections, il a fallu recentrer le Parti travailliste pour correspondre à ce que souhaitait la majorité des Britanniques qui ne se voyaient plus comme des bourgeois ou des prolétaires mais comme des « gens », et des gens, qui « pensent beaucoup moins à la politique qu'auparavant ». C'est pourquoi, ajoute-il, « il faut toujours penser à cet électeur qui élève ses enfants, travaille, voyage un peu et s'intéresse de temps à autre, sans plus, à la politique (...) Quand il écoute, il faut que le message soit clair. » Le seul message

important que le Labour avait à délivrer aux gens alors était « la modernisation », sorte de mot-valise qui ne dit rien en lui-même et qui a pour synonyme « la réforme ». Une fois au pouvoir, il faut être, nous dit Alastair Campbell, hyper-visibles : « Dans nos sociétés modernes, l'hyper-visibilité est devenue une nécessité », elle « nourrit la machine médiatique » et surtout elle place l'opinion publique comme l'interlocuteur essentiel du pouvoir. A n'en pas douter, il y a du Blair dans notre Macron, à n'en pas douter. Fin de la parenthèse.

Chez les Gilets jaunes, on note aussi de très nombreux primo-manifestants, et pas forcément parmi les plus jeunes. Nous avons donc affaire à des gens pour qui l'intervention dans la cité n'est pas culturellement ancrée, pour qui manifester, s'exprimer publiquement ne va pas de soi. C'est dire à quel point leur implication dans le mouvement et leur pugnacité sont le signe d'un profond ras-le-bol.

Sur la question de l'immigration, ils sont 60% à trouver qu'il y a trop d'immigration en France. Pour certains analystes, on tient là la preuve que le mouvement des gilets jaunes est populiste et droitier. Mais quand, là encore, on sonde les Français, hors périodes tumultueuses, sur cette question, on obtient les mêmes résultats : bref, ce ne sont pas les Gilets jaunes qui ont une tendance xénophobe, c'est la société française ! Rappelons que nous vivons dans un pays de plus en plus marquée à droite : lors de l'élection présidentielle 2017, la droite, de son centre macronien au Front national, a raflé 70% des voix au Premier tour ! Rappelons-nous également que la gauche gouvernementale, si prompte à faire la morale, n'a jamais accordé le droit de vote aux élections locales aux immigrés ! Rappelons-nous malheureusement que le racisme est présent dans toutes les strates de la société et dans bien des organisations politiques et syndicales. Il aurait donc été très surprenant que les Gilets Jaunes se distinguent sur cette question alors qu'on ne cesse dans les médias de parler d'insécurité culturelle, d'insécurité identitaire. De la même façon, sur la question de l'écologie, du devenir de la planète, du réchauffement climatique ou de je ne sais quoi, les Gilets jaunes sont comme l'immense

majorité des Français : ce ne sont pas spontanément des causes qu'ils avancent comme centrales.

Enfin, 80 % des Gilets jaunes sont eurosceptiques. Là encore, c'est un signe évident de populisme si j'en crois certains analystes. Mais c'est oublier que l'Europe telle qu'elle est n'est défendue aujourd'hui par personne, puisque tout le monde veut la réformer, non pas en surface mais en profondeur. De fait la défense de l'Europe se réduit aujourd'hui à deux slogans : l'Europe, c'est la paix ; l'Europe, c'est un modèle social protecteur. Mais pour beaucoup, l'Europe qu'ils ont sous les yeux est bien différente : c'est la légitimation du dumping fiscal et social, autrement dit l'acceptation de la guerre économique au sein d'un ensemble supposé solidaire ; ce sont les politiques austéritaires, punitives, d'une violence incroyable ; c'est le renflouement des banques embarquées par leur cupidité dans des placements douteux avec pour contrepartie un endettement massif des Etats que les citoyens sont sommés de résorber ; c'est, en schématisant, la domination politique de l'hyper-puissance allemande et de son modèle monétaire (l'ordolibéralisme), ce qui empêche toute réorientation sociale véritable de la politique européenne. C'est cela l'Europe pour la plupart des gens et nombre d'analystes. Et il est terrible de voir Emmanuel Macron, représentant de la seconde puissance économique de la zone euro, se faire envoyer paître par le gouvernement allemand et ses alliés dès qu'il parle de réorienter dans un sens plus social l'Europe. Cela apporte du moulin à celles et ceux qui considèrent que cette Europe-là est irréformable parce qu'elle a inscrit le néolibéralisme dans le marbre, qu'il faut donc en sortir sans attendre ou menacer très sérieusement de le faire appel.

Enfin, 90% des Gilets jaunes considèrent que la démocratie française fonctionne mal et ils portent un regard extrêmement critique sur les élites, regard qui est très largement partagé : arrogance du pouvoir, indifférence à la souffrance des classes populaires, arrivisme, affairisme, opportunisme. On pourrait évidemment leur reprocher de faire dans le « tous pourris ! » si cher aux populistes. Certes, mais soyons honnêtes : ce ne sont pas les Gilets jaunes qui ont inventé Benalla et ses frasques de plus en plus

hallucinantes, Guéant et ses modestes oeuvres d'art devenues soudainement bankable, Strauss-Khan et ses agressions sexuelles, Dominique Lagarde et sa gestion de l'affaire Bernard Tapie, Cahuzac et ses placements off-shore, Thévenoud et ses phobies administratives, Nicolas Sarkozy et ses multiples affaires, François Fillon et ses emplois familiaux, auxquels nous pouvons rajouter les Panama papers, les tribulations de Carlos Ghosn ou toutes les révélations que peuvent nous apporter des émissions comme Cash investigation sur la façon dont se comportent et vivent les premiers de cordée. Il ne se passe pas un trimestre sans qu'une nouvelle affaire éclate et nous fasse sentir à quel point notre démocratie est mise en péril par ceux qui s'en proclament les garants, voire les tuteurs. Et puis, est-ce la faute des Gilets jaunes s'il n'y a pas de représentants des classes populaires à l'Assemblée nationale, mais, globalement, des bourgeois, grands et petits ? Et comment ne pas être abasourdi par le comportement du président Macron, sa morgue, son arrogance, son goût des petites phrases, son mépris des gens ? Je pensais qu'on avait touché le fond de la vulgarité avec Nicolas Sarkozy, Emmanuel Macron parvient à faire pire, en très peu de temps. Rappelons quelques-unes de ses saillies. Le fameux « Il n'y a qu'à traverser la route pour trouver un emploi » qui induit que les chômeurs sont largement coupables d'être sans-emploi parce que trop exigeants dans leurs aspirations. Le terrible « Il y en a certains, au lieu de foutre le bordel, ils feraient mieux d'aller regarder s'ils ne peuvent pas avoir des postes là-bas, parce qu'il y en a qui ont les qualifications pour le faire » : Macron vise ici des travailleurs d'une usine de La Souterraine en train de fermer et ils les appellent à venir travailler à Ussel, soit à 200 kms, comme si un tel déplacement allait de soi : quid du logement, de l'école des enfants, des relations amicales et familiales ? Macron est un libéral, autrement dit il ne voit dans les gens que des individus déliés, mobiles et sans attaches, passant d'un endroit à un autre au gré des circonstances et des opportunités ; un individu 2.0 comme l'on dit aujourd'hui. Une publicité récente pour une banque en ligne est révélatrice de ce discours-là : on y voit de jeunes adultes s'accomplir dans la poly-activité, un jour danseur, un

autre cuisinier, un autre etc., nous faisant oublier que les abonnés à la poly-activité sont souvent des travailleurs pauvres qui multiplient les boulots ingrats dans le seul espoir de trouver les moyens de survivre et non de trouver une banque qui les suive.

Et je ne parlerai pas ici des femmes illettrées de l'agro-alimentaire breton, du « pognon de dingue » que l'on déverserait en pure perte pour venir en aide aux pauvres... Se mêlent des maladroites mais aussi des vraies marques de mépris à l'égard des classes populaires. Et comment ne pas prendre comme une insulte le fait que Macron lance un grand débat en écartant d'office toute discussion sur l'ISF et le CICE, alors même que la suppression du premier et la mise en place du second symbolisent l'injustice fiscale aux yeux des Gilets jaunes et de bien des économistes ! Jupiter est un farceur !

Il n'est guère étonnant que ce grand débat fasse débat et soit vu par les Gilets jaunes mais aussi d'autres acteurs comme une mascarade dont il ne peut rien sortir. L'affaire Chantal Jouanno, présidente de la commission nationale du débat public, est d'ailleurs révélatrice : on aurait tort de penser que le montant élevé de ses émoluments soit la cause de sa mise en retrait. Chantal Jouanno était en conflit ouvert avec le gouvernement sur l'organisation du Grand débat. Le gouvernement souhaitait qu'elle le préside mais en lui laissant le contrôle de son organisation, ce qui est contraire à la déontologie présidant à la commission nationale du débat public.

### 3. Les revendications

Le mouvement s'est construit autour de deux revendications qui l'ont fait classer à droite par des analystes.

La première revendication concernait les fameux 80 km/h vus comme une vexation, une façon de remplir les caisses de l'Etat en tapant encore et toujours sur l'automobiliste (incarnation de la vache à lait) ; vu également comme une décision technocratique, prise et imposée d'en haut sans concertation avec les usagers même des routes concernées.

La seconde concernait la hausse des taxes sur les carburants, façon de souligner le poids croissant des dépenses contraintes pour de très nombreux habitants ayant fait le choix de vivre en périphérie ou n'ayant pu faire autrement puisque la hausse des prix de l'immobilier dans de nombreuses villes de France leur interdit d'accéder à la propriété : outre l'attachement à sa voiture, à l'indépendance fantasmée ou réelle qu'elle offre, il n'y a parfois pas d'autres solutions pour se déplacer que de prendre sa voiture. Et comment faire, sans véhicule, quand on passe de mission d'intérim en mission d'intérim, qu'on est soumis aux 3x8 ou 2x8 ?

Mais très rapidement, les Gilets jaunes ont mis au cœur de leurs revendications la justice sociale et la justice fiscale.

En décembre 2018, ils ont fait paraître une liste de leurs revendications essentielles. Parmi celles-ci, hausse du SMIC et des retraites, indexation sur l'inflation, zero sdf, refus de politiques d'austérité, défense du ferroutage, contrôle des loyers, contre les rentes (péages etc), mais aussi défense du petit commerce, fin du RSI... en revanche, rien sur l'Islam et sur l'immigration. Cela ne veut pas dire que des personnes xénophobes ne sont pas dans le mouvement, mais que la stigmatisation de tel ou tel groupe social n'est un élément ni central ni périphérique de la mobilisation. Dans les cahiers de doléances, là encore l'accent est mis sur la justice sociale, la nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat et de réformer profondément le système politique. Rien sur l'Islam, le mariage pour tous etc., et quand les Gilets jaunes parlent de limiter le nombre de fonctionnaires (qui comme vous le savez coûte cher, travaille peu, fait grève, est malade tout le temps...), ils visent les hauts-fonctionnaires.

Les Gilets jaunes ont le sentiment que leur situation sociale est de plus en plus précaire. Est-ce justifié ? Il semble que ce soit le cas. Les études soulignent une baisse du revenu disponible pour les classes moyennes inférieures et la fragilisation de la situation de nombreux retraités. Elles notent que la rente est moins taxée que le travail, ce qui est quand même stupéfiant de la part d'un gouvernement qui met en avant la valeur travail.

Enfin, rappelons que seul 20% du TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) doit être affecté à la transition écologique puisque le reste est destiné à faire baisser le déficit public. Ce nouvel épisode montre à quel point les gouvernements ne font pas des questions écologiques des questions centrales, impératives ; et Nicolas Hulot n'est pas le dernier à avoir joué les utilités.

Après la Seconde Guerre mondiale, la société française a fait, comme d'autres, le choix de la solidarité en mettant en place des filets sociaux de protection que beaucoup nous envient aujourd'hui. La contre-révolution conservatrice des années Reagan et Thatcher, dont Macron est un héritier, s'est efforcé de remettre en question ce qui avait été tissé dans les années 1940 et 1950.

Certains considèrent que notre société est gangrenée par l'individualisme, le chacun pour soi. Or, le mouvement des Gilets jaunes nous montre que rien n'est rédhibitoire. Les personnes impliquées dans cette lutte soulignent la joie d'être ensemble, de partager des moments conviviaux. Ce mouvement a permis à beaucoup de rompre l'isolement qu'il subissait, à refaire société, à partager des colères et des idées au-delà du cercle amical traditionnel.

Ce mouvement a remis au centre du débat la question sociale alors qu'on nous harcèle avec les questions identitaires. Les ronds-points sont devenus des lieux de politisation comme le sont les universités occupés par les étudiants, les lieux de travail occupés par les travailleurs, les rues et les places lors des rassemblements.

Nous sommes à mon avis dans une phase chaotique de repolitisation des classes populaires. Le rouleau-compresseur néolibéral a longtemps rendu inaudible aux oreilles du grand public les discours portés par la gauche de transformation sociale, jugés archaïques, has-been. La crise de 2008 a agi comme un révélateur : les experts qui expertisaient savamment et racontaient qu'une crise économique majeure était impossible puisque le marché savait aujourd'hui s'auto-réguler, sont tombés de leur piédestal, ne

serait-ce qu'un temps. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes sentent confusément que ce monde court à sa perte, au sens propre. Le monde du travail est de plus en plus violent et destructeur (harcèlement, TMS, suicide au travail, perte de sens du travail...) ; le management est de plus en plus pervers, organise la destruction des métiers au profit des « compétences » (on organise l'amnésie des travailleurs pour mieux les formater) ; les travailleurs sont corsetés par des normes, des règles alors qu'on vante sous tous les noms leur autonomie et leur créativité ; le travailleur est aujourd'hui plus encore qu'hier une marchandise qu'on prend, qu'on jette, qu'on pressure ; la cupidité, l'affairisme mettent en danger la survie même de l'espèce humaine (réchauffement climatique, destruction des écosystèmes, pollutions...) ; le court-terme est devenu l'horizon du capitalisme financier ; les grands groupes multinationaux sont plus puissants que les Etats ; l'Etat organise le dysfonctionnement des services publics pour mieux les disloquer et les revendre au privé au nom de l'efficacité et de la rentabilité. Dois-je continuer ?

Les gens n'adhèrent plus à la doxa néolibérale. Ils ont compris que travailler ne garantit pas contre la précarité, que la guerre de tous contre tous fait trop de victimes. Comment être optimiste dans un univers façonné par le chômage de masse, le creusement des inégalités et la généralisation de la précarité ? Comment être optimiste pour soi et ses enfants ?

Avant, l'espérance avait pour noms le socialisme à la sauce soviétique, le socialisme démocratique ou autogestionnaire parce qu'on osait dire que ce système créateur d'injustices, de maltraitances et de désordre, c'était le capitalisme. On mesure l'ampleur de la régression quand François Hollande a déclaré que son ennemi, c'était la finance et que la finance n'avait pas de visages. Comment ne pas se sentir désarmé face à un ennemi sans visage ? Il n'est guère étonnant que les gens se sentent pris au piège d'autant plus qu'on leur répète qu'il n'y a pas d'alternative, que le monde est ainsi fait. Phrase terrible qui me rappelle ces mots de Casimir Périer, ministre de l'Intérieur lors des révoltes des canuts lyonnais dans les années 1830 : « Il

faut que les ouvriers sachent bien qu'il n'y a de remède pour eux que la patience et la résignation. »

En occupant les ronds-points et les rues, en manifestant malgré la militarisation effrayante du service d'ordre, les Gilets jaunes posent une critique en actes de la conception bourgeoise de la citoyenneté qui se réduit à une simple délégation de pouvoir et un slogan : « Ce n'est pas la rue qui commande ». A l'inverse, la gauche, historiquement, a toujours défendu l'implication citoyenne : le vrai peuple, c'est celui qui agit et pas seulement les jours d'élection ; la République n'est pas un système politique, c'est un projet émancipateur.

Certains regardent les Gilets jaunes comme ils regardaient jadis ceux qui votèrent contre le traité de Maastricht. Il faut se souvenir du mépris dont ils firent l'objet. Les opposants étaient des beaufs, des réactionnaires, certainement racistes, des nationalistes à l'esprit étroit, pas très éduqués, pas très cultivés, incapables de se mettre dans le sens de l'Histoire ; et les grands médias ont joué un rôle fondamental dans la discréditation des sentiments populaires. Mais ce que cache ce discours est beaucoup plus grave. Au 19<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie et la noblesse ont inventé le vote censitaire pour éloigner la masse des gueux, hommes et femmes, de la décision politique, parce que cette masse était jugée incapable de clairvoyance politique ; la preuve : son petit statut social. Ensuite, on réserva le suffrage aux hommes, les femmes étant jugés incapables de raisonner politiquement. Avec le suffrage universel, tout a changé : tous les citoyens quel que soient leur sexe, leur travail ou leur niveau d'éducation devenaient égaux devant l'urne. Mais cela ne veut pas dire que cette égalité soit acceptée par tous : nous ne sommes pas égaux dans l'arène politique, et les classes populaires ne sont pas jugés légitimes à s'exprimer au même titre que les autres. Le peuple grogne, son vote est protestataire, il agit d'instinct... Méprisé socialement, ce peuple est également depuis trop longtemps stigmatisé politiquement, y compris par les classes moyennes intellectuelles.

Dans ce contexte, les corps intermédiaires ne pouvaient sortir indemnes de la critique. Pourquoi par exemple les Gilets jaunes sont-ils réticents, pour beaucoup, à lier leur sort à celui des organisations syndicales ? Les raisons en sont multiples. Je vais en énumérer quelques-unes :

La crise des années 1970 a liquidé les grands bastions ouvriers qui étaient aussi les bastions les plus revendicatifs, ceux qui donnaient le tempo de la lutte des classes. Aujourd'hui, le syndicalisme subsiste dans le secteur public, dans les grosses boîtes mais est terriblement absent dans les petites entreprises, les PME etc. Or beaucoup de Gilets jaunes travaillent dans ces entreprises où la présence syndicale est quasi-nulle. Le syndicalisme apparaît donc comme l'outil de ceux qui ont déjà un statut protecteur (les fonctionnaires, les travailleurs des grandes entreprises), l'outil de ceux qui peuvent se permettre de faire grève parce qu'ils n'ont pas à craindre pour la conservation de leur emploi.

Pour contenir la combativité ouvrière, outre les freins mis à la syndicalisation, le patronat a cassé les solidarités de métiers et individualisé les parcours professionnels. Ce n'est plus le syndicaliste mais le DRH qui est promu comme intermédiaire à privilégier pour toutes les questions relatives au travail. Et cela est renforcé pour les travailleurs sous statut précaire qui ne font que passer dans les entreprises et n'ont aucun intérêt immédiat à se mobiliser.

Beaucoup de salariés, et donc de Gilets jaunes, ne savent rien de l'histoire du syndicalisme, de sa fragmentation organisationnelle, des raisons qui rendent si difficiles la réalisation de son unité ; en ce sens, ils ne se distinguent pas de la plupart de leurs concitoyens. Ils voient le monde syndical comme ils voient le monde des partis politiques : des arrivistes qui se chamaillent pour le pouvoir et qui se fichent de leurs vies de galère. Sans le savoir, ils suivent d'une certaine façon les analyses posées jadis par un vieux sociologue allemand, Robert Michels, qui avant 1914 parlait de la loi d'airain de l'oligarchie pour pointer du doigt la bureaucratisation du mouvement ouvrier allemand. Beaucoup de Gilets jaunes ont une vision caricaturale du syndicalisme qui est alimentée par certains faits qui ont

défrayé la chronique (anciens responsables syndicaux recasés par l'Etat, querelles de succession, financement par fonds publics, gestion de la formation) et par les discours portés jadis par un François de Closets sur la soi-disant toute puissance des syndicats ; ce qui est une vieille antienne du libéralisme, préalable à la remise en question du droit syndical.

Dans la mise à distance des syndicats, il y a la nette volonté de ne pas se faire voler son expression publique, le refus de se mettre sous la tutelle d'une organisation. Ils ne veulent plus d'intermédiaires entre leur colère et le gouvernement. Ils ne veulent pas être récupérés par des professionnels de la question politique et sociale en qui ils n'accordent plus aucune confiance, ils ne veulent plus que certains négocient dans leur dos et les trahissent. Ils ne veulent que les syndicats, prenant le chemin en marche, s'installent dans la cabine de pilotage.

Que va devenir le mouvement des Gilets jaunes ? Je n'en sais rien. Il peut perdurer comme implorer sous le poids de la répression policière ou des marchandages politiques, ou s'éteindre d'épuisement ou de désespérance. Aujourd'hui, il puise sa force dans l'adversité à laquelle il doit faire depuis son lancement : la plupart des appareils politiques et syndicaux, des grands médias, des analystes et experts habitués des plateaux télévisuels l'ont dénigré avec une violence rare, le ramenant à un rassemblement de racistes à front bas, avant de se résoudre à écouter leur polyphonie ; ils ont à subir une violence policière hallucinante qui a mutilé, blessé, jeté en prison, mis en garde à vue des milliers de personnes qui, pour l'essentiel, n'ont rien à voir avec les fameux casseurs (la fameuse loi anti-casseurs discutée actuellement est liberticide et nous ramène au temps de Vichy si l'on en croît un député non pas gauchiste, mais centriste ! C'est dire à quel point ce gouvernement est dans une dérive sécuritaire inquiétante ; et ceux qui connaissent l'histoire sociale anglaise y verront là une sorte de réplique à la violence d'Etat que Margaret Thatcher fit subir aux mineurs en grève). Sa faiblesse ? Le temps qui passe, le sentiment que rien n'avance et que rien n'avancera, la difficulté à organiser/coordonner des groupes disparates, la

difficulté aussi à affronter les questions politiques qui peuvent amener du dissensus.

Laissez-moi finir par un détour historique.

En Italie comme en Allemagne jadis, la base sociale du fascisme et du nazisme se composait des classes moyennes en voie de précarisation : petits fonctionnaires et employés, petits boutiquiers, petits artisans ruinés par la guerre. Ils pensaient s'être élevés socialement, ils s'aperçoivent que leur condition sociale est réversible. C'est que le capitalisme (car il faut bien appeler un chat un chat, ce que fait peu le mouvement des Gilets jaunes), hier comme aujourd'hui, produit autant de richesses et de signes de distinction sociale que de frustrations. Politiquement, ces classes moyennes ont une alternative : soit elles lient leur sort à ceux d'en bas en défendant un modèle social solidaire dont le socle serait une fiscalité révisée, à volonté redistributive forte ; soit elles lient leur sort à ceux d'en haut en accompagnant la remise en question de notre modèle social au profit d'un modèle plus individualiste.

L'enjeu majeur de notre temps est à mon sens le consentement de la majorité de la population aux politiques solidaires. Or ce consentement ne va plus de soi, parce que le capitalisme néolibéral repose sur l'atomisation de tout un chacun comme le fit jadis le capitalisme sauvage du 19<sup>e</sup> siècle. Ecoutez plutôt : « Déjà la cohue des rues a quelque chose de rebutant, quelque chose contre quoi la nature humaine s'insurge. Ces centaines de milliers d'individus de toutes classes et de toutes conditions qui passent en se couloyant les uns les autres ne sont-ils pas tous des hommes, ayant la même nature et les mêmes facultés et le même intérêt à être heureux ? N'ont-ils pas tous en somme, à rechercher leur bonheur par les seuls et les mêmes moyens et chemins ? Et pourtant ils passent en courant les uns près des autres, comme s'ils n'avaient absolument rien de commun, rien à faire les uns des autres ; et pourtant le seul accord qui existe entre eux, c'est la convention tacite que chacun se tienne sur la partie du trottoir qui est à sa droite, afin que les deux courants (...) qui se précipitent parallèlement ne

se retardent pas l'un l'autre ; et pourtant, il ne vient à aucun l'idée d'honorer les autres ne fut-ce que d'un regard. Cette brutale indifférence, cet isolement impitoyable de chaque individu sur ses intérêts particuliers produisent un effet d'autant plus rebutant, d'autant plus blessant, qu'un plus grand nombre de ces individus se pressent ensemble sur un petit espace ; et quoique nous sachions que cet isolement de l'individu, que cet égoïsme borné est partout le principe fondamental de notre société d'aujourd'hui, il ne s'étale nulle part aussi impudemment, aussi consciencieusement que dans la foule de la grande ville. La décomposition de l'humanité en monades, dont chacune a un principe de vie à part et un but à part, le monde des atomes, cela est ici poussé à son plus haut point.

» Ce texte date de 1845. Son auteur n'est autre que le célèbre Friedrich Engels, compagnon de Karl Marx. Il l'a écrit à la suite d'un séjour dans les grandes cités ouvrières d'Outre-Manche, séjour qui lui donna l'occasion d'écrire son premier ouvrage, *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, tableau terrible de la misère effroyable frappant le prolétariat anglais de Londres, Manchester et d'ailleurs. Ce court texte n'a rien perdu de sa pertinence. Les politiques néolibérales que nous subissons depuis une trentaine d'années veulent faire de nous des êtres calculateurs, des homo economicus indifférents aux autres, seulement concernés par leur survie économique, leur réussite sociale et leur confort personnel ; des homo economicus apathiques et auto-centrés, narcissiques voire misanthropes, à l'écoute de leur Moi profond et des bonnes affaires commerciales du jour. Cet homo economicus est à cent lieues du citoyen habité par l'idéal du « bien commun » et de l'intérêt général. Mais heureusement beaucoup refusent de se soumettre. Lorsque l'on fait grève, on ne défend pas seulement son bifteck, on crée et on s'approprie un espace collectif de parole. Lorsqu'on s'engage, on devient acteur de sa vie et non une victime. On grandit, on mûrit, on apprend à se connaître et à connaître celles et ceux que l'on côtoie.

Et il faut être fort et convaincu pour résister aux discours stigmatisant les faux chômeurs, les faux malades, qui nous obligeraient à rationaliser

l'emploi des dépenses sociales. Les Français opposent encore une résistance très forte à une remise en cause radicale de notre protection sociale. Ils ont conscience que la dégradation des services publics est un choix politique des décideurs pour faciliter le transfert au privé des activités les plus lucratives (hôpital, transports...). La question qui me semble incontournable aujourd'hui est la suivante : combien de temps parviendrons-nous à ne pas courber totalement l'échine ?